

L'hon. M. Fleming: Vendredi à midi. Vous vous trompez encore!

L'hon. M. Pearson: Le premier ministre, parlant de la demande faite par le Royaume-Uni en vue de s'associer au Marché commun, s'est dit convaincu que le Royaume-Uni protégera nos intérêts. A Halifax, il s'est dit confiant que les relations commerciales avec le Commonwealth n'en souffriraient pas beaucoup. Le ministre des Finances a répété la même chose à Winnipeg vendredi dernier après-midi. Voilà un changement d'attitude bien surprenant, surtout de la part du ministre des Finances.

L'hon. M. Fleming: Pas du tout.

L'hon. M. Pearson: Je vais donc citer les paroles du ministre.

L'hon. M. Fleming: J'espère bien que vous les citerez fidèlement, chose que vous n'avez pas faite depuis longtemps.

L'hon. M. Pearson: J'invite le ministre à se rappeler son voyage à Accra; je lui signale que, sur cette question même, il a dit là-bas que le Canada reconnaissait la sincérité du Royaume-Uni quand ce pays a promis de faire de son mieux afin de protéger les intérêts du Commonwealth. Le ministre a dit: «Mais l'espoir ne suffit pas; les bonnes intentions ne sont pas suffisantes.» Puis il a parlé de la pente glissante sur laquelle nous nous engageons; il a supplié le Royaume-Uni de ne pas se joindre au Marché commun européen, parce que ce serait une mauvaise chose pour le Royaume-Uni et pour tout le Commonwealth. Le ministre du Commerce a fait écho à ses paroles.

Puis, monsieur l'Orateur, lorsque la musique discordante de ce chœur des enclumes du gouvernement est parvenue aux oreilles du Canada, pour se voir mal accueillir par la population, le gouvernement a commencé à changer de refrain. Depuis, le premier ministre, à Halifax et à Terre-Neuve, le ministre de l'Agriculture (M. Hamilton) sur les ondes, ainsi que le ministre des Finances et le ministre du Commerce, ont tous commencé à chanter un autre refrain. Et je dois dire, monsieur l'Orateur, qu'à cet égard—et en ceci ils ont atteint le summum en matière de casuistique, sinon d'hypocrisie—pour essayer d'expliquer leur attitude antérieure, ils sont allés jusqu'à invoquer l'argument, le ministre de l'Agriculture en particulier, que nous fournissions simplement des armes au Royaume-Uni. Le ministre de l'Agriculture a dit qu'avec nos arguments et nos objections nous fournissions au Royaume-Uni des armes qui, vraisemblablement, lui permettraient de s'introduire de force dans le Marché commun européen. Ces ministres disent maintenant

[L'hon. M. Pearson.]

qu'ils assureraient aux Britanniques une situation de marchandage plus forte. A vrai dire, c'est une attitude très différente de celle qu'ils affichaient l'été et l'automne derniers.

Le ministre du Commerce se rappelle peut-être les discours—il essaie sans doute de les oublier maintenant—où il disait que tout accord commercial qui libéraliserait les échanges dans la région de l'Atlantique nous exposerait à la concurrence américaine, et que ce serait funeste. Voilà pour quoi, ajoutait-il, une zone commerciale atlantique serait insensée et impossible: il en résulterait un chômage massif au Canada. Le ministre renie-t-il ces paroles?

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, permettez-moi de rectifier. J'ai dit que ce serait funeste pour quelques industries canadiennes. Le chef de l'opposition en conviendra sans doute.

L'hon. M. Pearson: Le ministre a dit également que ce serait absurde et impossible, que cela généraliserait le chômage au Canada. Le ministre doit se rappeler qu'il a parlé ainsi plus d'une fois.

Au moment où il prononçait ces discours, il y a déjà quelques mois, son collègue le ministre associé de la Défense nationale (M. Sévigny) déclarait que nous devrions vraiment tâcher de créer dans l'hémisphère occidental une zone de libre-échange qui comprendrait les États-Unis d'Amérique.

Le meilleur exemple du passage de l'illuminisme à l'incohérence nous a peut-être été donné par le ministre de l'Agriculture au cours d'une interview qu'il a accordée à Victoria (C.-B.) au début de décembre. C'est ici qu'on trouve vraiment la note comique qui détend les esprits. Il a déclaré lors d'une conférence de presse que le Marché commun européen n'était qu'un club de riches Européens entouré d'un mur de droits de douane élevés. Le quotidien *Colonist*, de Victoria, journal fort sympathique au gouvernement, dans son numéro du 2 décembre, attribuait au ministre les paroles suivantes:

Si la Grande-Bretagne décide d'entrer dans ce cloître, dans ce monastère...

Du jour au lendemain le club est devenu cloître.

...chacun fera le blanchissage d'autrui.

Voilà ce que pense le ministre de l'Agriculture de cette importante évolution, importante sur le plan mondial aussi bien que sur le plan européen. Ce qu'il appelle un échange de blanchissage a eu pour effet, l'an dernier, d'accroître de 23 p. 100 en 1960, comparativement à 1950, les échanges commerciaux des Six avec le monde extérieur, et d'augmenter leur produit national brut de 6.5 p. 100 en une seule année. Lorsque le ministre, ou n'importe quel de ses collègues du